



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le 5 décembre, le SNESUP-FSU appelle à une large mobilisation dans l'enseignement supérieur et la recherche avec toute la fonction publique

En pleine période de discussion sur le budget, les attaques et les calomnies contre les agent·es du service public n'ont pas manqué ces derniers mois. Depuis quelques semaines, elles deviennent même de plus en plus frontales. Des retraité·es qui coûteraient cher et qui profiteraient du système, des enseignant·es qui ne travailleraient que six mois par an, des agent·es qui seraient trop souvent malades, des universités qui auraient des fonds de roulement pléthoriques, etc. N'en jetez plus !

Avec les organisations syndicales de la fonction publique, le SNESUP-FSU appelle à réagir dès le 5 décembre ([cf appel ici](#)) et à faire de cette journée une journée d'action, de rassemblements, de manifestations et de grève dans l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) sur l'ensemble du territoire.



**Toutes et tous mobilisé·es, dans l'unité,
EN GRÈVE et dans les MANIFESTATIONS !**

**Face aux attaques et mesures punitives
contre les agent·es des services publics**

Le 5 décembre, soyons nombreux et nombreuses pour faire reculer le gouvernement sur :

- les 3 jours de carence dans la fonction publique,
- la diminution de 100% à 90% de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie,
- le non-versement de la GIPA (garantie individuelle de pouvoir d'achat) qui augmente l'injustice du gel du point d'indice.

Mobilisons-nous avec l'ensemble des agent·es de la fonction publique, fonctionnaires et contractuel·les, pour :

- des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques publiques,
- des créations d'emplois partout où c'est nécessaire et l'accès à l'emploi titulaire des agents contractuels,
- l'augmentation de 10 % de la valeur du point d'indice au titre de l'année 2024 et des années suivantes en tenant compte de l'inflation,
- des mesures salariales générales,
- la refonte des grilles indiciaires,
- l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes,
- l'abandon des orientations du projet de loi dit « Guerini ».

Toutes ces revendications résonnent particulièrement dans l'ESR, au bord du gouffre financier.

Il manque aujourd'hui 8 Md€ pour que nous puissions assurer les missions de l'université, mais également rénover les bâtiments. Les financements existent (CIR, coût de l'apprentissage, financement des formations privées, etc.). Le SNESUP-FSU appelle à les redéployer vers le service public, notamment celui de l'ESR.

Il rappelle également l'urgence de créer 12 000 postes de titulaires toutes catégories confondues et de mettre en oeuvre un plan de titularisation des contractuel·les recruté·es sur fonction pérenne, pour pouvoir accueillir et encadrer les étudiant·es, assurer l'ensemble des formations mais également mener les travaux de recherche de manière libre et indépendante partout sur le territoire.

Le SNESUP-FSU revendique la revalorisation salariale des métiers de l'enseignement supérieur et de la recherche, notamment par l'intégration des primes dans les salaires et la reconnaissance de la qualification du doctorat dans les grilles indiciaires.

**Consultez les 8 mesures prioritaires
du SNESUP-FSU**

Après la journée d'alerte du 19 novembre sur le budget de l'ESR, le SNESUP-FSU appelle à poursuivre la mobilisation et à organiser dès maintenant des heures d'information syndicale dans le cadre unitaire le plus large pour préparer cette journée de mobilisation, réfléchir collectivement aux moyens d'action et envisager la suite.

**Tous et toutes dans la rue le 5 décembre 2024
pour faire de cette première journée d'action une réussite !**

Téléchargez le tract FSU ici



Paris, le 26 novembre 2024